

Enjeux de mémoire en Algérie

Le Centenaire de la Première Guerre mondiale



Par Ouanassa Siari Tengour, historienne, chercheuse au CRASC (Centre de Recherches en Anthropologie Sociale et Culturelle), Université 3 Constantine

Ancienne colonie de la France, l'Algérie a participé à la Première guerre mondiale en fournissant des hommes et des marchandises. On trouvera des Algériens à la fois comme soldats sur le Front des hostilités et dans le monde du travail comme main d'œuvre. Le sacrifice des hommes mobilisés au titre du service militaire devenu obligatoire depuis 1912 - quelques 173 000 militaires - et le départ de 119 000 travailleurs ont à peine retenu l'attention des institutions officielles de l'Algérie, encore moins celles du monde universitaire, à l'occasion du centenaire de la Première guerre mondiale. Les corps des 25 000 ou 26 000 Algériens enterrés dans les carrés musulmans des cimetières de France n'ont jamais fait l'objet de cérémonies de recueillement¹.

¹ Les monuments aux morts consacrés à la Première Guerre mondiale furent nombreux en Algérie. Les grands centres urbains comme les petits villages avaient leur monument. L'ensemble des statues ont été rapatriées en France à l'indépendance. Parfois, les socles sont restés sur place et ont servi de support aux martyrs de la guerre de libération nationale. Le monument aux morts de Constantine qui comporte des listes de morts entre 1914-1918, toutes origines confondues a subi récemment des actes de vandalisme. Les inscriptions étaient gravées sur des plaques de cuivre et celui-ci fait l'objet d'un gros trafic.

Pourtant la visite à Verdun – la première du genre - que le président Abdelazziz Bouteflika a effectuée en juin 2000, laissait espérer une commémoration du Centenaire digne du sacrifice de ces soldats appelés, enrôlés de force ou volontaires. Publiquement, le président algérien s'est recueilli à l'ossuaire de Douaumont (symbole de la bataille de Verdun en 1916). Au cours du discours prononcé au Centre mondial de la Paix (Verdun) il a appelé à « déchirer le voile de l'oubli ». Cette invitation au devoir de mémoire ne semble pas avoir été entendue par les historiens algériens. Il existe, en effet un profond décalage entre les injonctions émanant du pouvoir politique et les dispositions réelles des historiens. Même les deux principales révoltes, celle des Beni Chougran dans la région de Mascara au mois d'octobre 1914 et celle du Belezma dans l'Aurès en 1916 n'ont pas été commémorées, à cette occasion².

Principales cérémonies

Cependant, l'Algérie a participé au défilé du 14 juillet 2014 marquant le Centenaire de la Première Guerre mondiale, à Paris. La présence de la garde républicaine de l'armée algérienne, avec l'emblème national a été remarquée. Cependant, il faut souligner qu'à la veille de cette commémoration, la puissante Organisation Nationale des Moudjahidine (O.N.M) s'est empressée de démentir les déclarations de Jean Yves le Drian, ministre français de la Défense nationale quant à la présence algérienne au défilé des Champs Elysées. Le principal argument contre cette participation se résume à la reconnaissance par la France de « la criminalisation du colonialisme ». Ces voix discordantes s'expliquent en partie par la

² Ces deux révoltes ont fait pourtant l'objet de travaux universitaires dans les années 1980-1990 : Mohamed Ghanem, *La résistance à la conscription obligatoire en Oranie*, thèse de doctorat de troisième cycle, Université Paris 7, 1983 et Abdelhamid Zouzou, *Evolution politique, économique et sociale de la région de l'Aurès (1837-1939)*, université Paris 12, 1992.

décision prise par Le président Bouteflika de ne pas donner suite au projet de loi criminalisant le colonialisme français, déposée en 2010³.

En fait, c'est moins la participation des Algériens aux cérémonies du centenaire de la Première Guerre Mondiale que la manière dont la présidence a géré le problème, qui a provoqué la colère de l'ONM qui n'a point été informée. L'absence de débat sur cette question est révélatrice des tensions encore vives entre partisans d'une normalisation des relations entre les deux pays et l'ONM qui reste très attachée à la demande des excuses que la France devrait faire aux Algériens. Entre les deux attitudes, une démarche plus pragmatique tente de se frayer un chemin au-delà des guerres de mémoire.

De fait, l'ONM ne put s'opposer à l'unique cérémonie consacrée au Centenaire de la Première Guerre mondiale. Elle eut lieu au cimetière situé au Petit Lac⁴, à Oran, le 11 novembre 2014. Elle a associé les membres de l'ambassade française en Algérie, les autorités civiles et militaires algériennes, les ambassadeurs des Etats-Unis, du Royaume-Uni⁵ et d'Allemagne en Algérie, une délégation d'anciens combattants (de la Seconde Guerre mondiale), des élèves algériens et des représentants de la communauté française. Ce fut l'occasion pour Bernard Emié, ambassadeur de France de rendre hommage à tous les soldats disparus au cours de la Grande guerre. Il évoqua le sacrifice des 175 000 soldats algériens dont 26 000 sont morts dans les différents champs de bataille aux côtés de soldats français. « La

³ 125 députés de plusieurs partis dont le Front de Libération Nationale (FLN), ont déposé un projet de loi en ce sens, le 13 janvier 2010, au bureau de l'Assemblée nationale. Ce n'est pas la première fois que l'ONM engage la polémique dès qu'il s'agit du dossier France-Algérie. Ainsi, il convient de rappeler les déclarations de l'ONM très hostiles à la visite du président Nicolas Sarkozy, déclarations désavouées immédiatement par le président Abdelaziz Bouteflika (décembre 2007).

⁴ Au lendemain de l'indépendance, les autorités françaises ont réuni les dépouilles militaires qui étaient éparpillées un peu partout en Algérie dans ce lieu. 10 742 dépouilles reposent dans ce cimetière à côté d'un ossuaire pour les tombes non identifiées.

⁵ Un carré britannique existe également dans ce cimetière.

France n'oublie pas ce qu'elle doit à ces soldats venus d'Algérie » conclut-il⁶.

Enfin l'Algérie fut représentée par son premier ministre Abdelmalek Sellal lors des cérémonies célébrant le 70^e anniversaire du débarquement de Provence, le 15 août 2015, à bord du porte-avions Charles De Gaulle. En outre, le 28 d'octobre 2014, le premier ministre algérien est arrivé à Ostende en Belgique, pour assister aux cérémonies commémorant le centième anniversaire de la bataille de l'Yser et de la première bataille d'Ypres.

Il convient de noter, également, l'initiative du lycée international Alexandre Dumas d'Alger qui a obtenu le label « Mission Centenaire » pour son projet : *Eclats de vie : l'Algérie dans la Grande Guerre*. Les lycéens se sont donnés à fond pour organiser :

- Une exposition à l'Institut français d'Alger : **l'Algérie et la Grande Guerre – Eclats de vie. Grand Rendez-vous Centenaire 14/18**. Du samedi 13 décembre 2014 au 15 janvier 2015.
- Un concours Arts plastiques
- Le cross du Centenaire
- Un voyage sur les lieux de mémoire
- Et l'écriture d'un livre bilingue français/arabe à paraître

Cette initiative n'est pas restée circonscrite aux murs du lycée dans la mesure où le journal est lisible sur le Net et l'exposition a été accueillie par l'Institut français d'Alger, lieu de passage de la jeunesse algéroise et de nombreux lecteurs.

Le Centenaire de la Première Guerre mondiale et la presse algérienne

Les journaux algériens ont publié sous la plume de journalistes ou de lecteurs des points de vue sur cette guerre. Pour les uns, le devoir de mémoire est impératif vis-à-vis de ces milliers d'enrôlés par force qui

⁶ Le discours de l'ambassadeur de France est accessible sur le site du Consulat de France à Oran : oran.ambafrance-dz.org/IMG/doc/allocution_11_novembre_2014.doc

n'avaient d'autre droit que celui de mourir sur les champs de bataille. Pour d'autres, il s'agit de « dire la vérité » sur la condition faite aux soldats algériens et « leur donner une mémoire, la reconnaissance qui leur revient » (*El Watan* du 13 juillet 2014). De l'évocation de la première Guerre mondiale, on glisse allègrement à la Seconde Guerre mondiale, plus proche et sans doute plus connue.

Par contre, la contribution d'un ancien cadre du ministère des Affaires étrangères⁷ pose la question **qui divise l'opinion algérienne** : « *Aujourd'hui qu'il est question de commémorer le centenaire de la Première Guerre mondiale, il est légitime que nous réfléchissions, nous Algériens, au sens à donner à cet événement. Faut-il l'ignorer et laisser les historiens seuls «disséquer» l'histoire, chacun à sa manière, ou doit-on considérer que le peuple algérien est aussi concerné que les autres peuples, pour avoir payé le prix du sang, quand bien même il l'avait fait contre son gré et pour une cause qui n'était pas la sienne.* »

En fait, la participation des Algériens enrôlés dans les rangs de l'armée française est biaisée par une lecture manichéenne de la fabrication de l'identité nationale de l'Algérie durant la période coloniale. C'est cette lecture soumise aux orientations idéologiques inspirées par le mouvement réformiste⁸ qui prédomine dans les manuels scolaires et qui est partagée par une partie de l'opinion publique. L'abus de l'emploi de la notion de *l'assimilation* - comprise comme entreprise de dépersonnalisation des Algériens⁹ - est responsable de cette simplification qui affecte tout ce qui est lié à la présence française (armée, école, administration...).

Ignorant les discontinuités qui n'ont pas manqué de caractériser l'histoire de l'Algérie et de façonner les mentalités, ce courant privilégie une analyse de la longue résistance du peuple algérien fondée sur le

⁷ Article de Mostefa Zeghelache publié dans *Le Soir d'Algérie*, 6 février 2014

⁸ Le mouvement réformiste fut incarné dès les années 1930 par *l'Association des Ulémas musulmans algériens* dont la revendication identitaire se résumait dans le tryptique « l'Algérie est mon pays, l'Islam est ma religion et l'arabe est ma langue ». Mouvement novateur en son temps, ses héritiers se complaisent au lendemain de l'indépendance, dans l'utilisation du discours religieux à des fins politiques. L'emprise de ce courant dans l'éducation nationale a été favorisée par la généralisation de l'arabisation dans les années 1970 et l'absence d'un corps de professeurs d'histoire.

⁹ Ce point de vue est lié à la question de l'abandon du statut personnel comme condition pour accéder à la citoyenneté française (Cf. *Senatus-Consulte* du 14 juillet 1865).

seul refus de l'oppresseur, jetant ainsi l'anathème sur toutes les expériences qui ont généré des interactions significatives de changements et ont offert aux Algériens des opportunités nouvelles pour exprimer leurs revendications.

Mais l'Algérie d'aujourd'hui est ouverte sur le monde. L'effet de la mondialisation, la possibilité d'apprendre et de s'informer par d'autres moyens (livres, journaux, voyages, chaînes de télévision...), les récentes mutations de la société algérienne, la prise en compte des nombreuses occultations des réalités d'un passé récent dénoncées publiquement¹⁰, constituent autant d'éléments qui participent à la fabrication d'une mémoire nouvelle. Dans cette dynamique, la prise en compte de la Première guerre mondiale commence à prendre place.

Il est important de signaler que pour la première fois, le monument aux morts de Constantine a abrité une cérémonie officielle, à l'occasion du 97^e anniversaire de l'Armistice du 11 Novembre 1918. Ont assisté, en ce jour du 11 novembre 2015, outre l'ambassadeur de France à Alger, Bernard Emié, l'ambassadeur d'Allemagne Götz Lingenthal, le wali de la ville (préfet) Hocine Oudah et les autorités locales. On avait signalé l'acte de vandalisme qui a abouti au vol des plaques de cuivres portant inscription des victimes de la guerre, en 2013. A cette occasion, les plaques ont fait l'objet d'une restauration. Enfin, l'historien Gilbert Meynier, spécialiste de l'Algérie en 14-18, invité lors de la cérémonie du monument aux morts de Constantine, a donné le même jour, une conférence à l'université Constantine² sur *les Algériens et la Première Guerre Mondiale*. **Ce sont ces quelques évènements qui augurent de la bonne volonté d'entamer des relations entre les deux pays dans un climat plus ou moins apaisé.**

Dans la presse arabophone, l'évocation de la Première Guerre Mondiale est liée aux déclarations du secrétaire général de l'O.N.M. Le journal *El Khabar* (18 juin 2014) rapporte ses propos opposés à une quelconque participation algérienne aux cérémonies du centenaire de la guerre 1914-1918.

¹⁰ Elles concernent les non-dits relatifs à la guerre de libération nationale. La publication des témoignages des acteurs de cette guerre a brisé les représentations mythiques qui prévalaient jusque-là et qui faisaient table rase du long passé de luttes multiformes des Algériens.

Questions historiographiques

Pour les historiens de l'histoire contemporaine de l'Algérie, la Première Guerre Mondiale a été le « révélateur »¹¹ d'un ensemble de possibilités pour les Algériens... Si la mobilisation a été plus ou moins bien acceptée, la présence des Algériens sur les différents fronts a permis la découverte d'un autre monde : celui des armées, de leur force et de leur faiblesse, de la société française, du monde du travail dans les usines. Au-delà des épreuves de la guerre (violence des combats, pertes élevées et souffrances des blessés), les Algériens s'ouvrent à de nouveaux horizons, à de nouvelles idées qui ont modifié leurs rapports au monde colonial laissé derrière eux et que l'historiographie a abordé sous l'angle de leur participation des Algériens à la guerre ou de leur refus, de l'éveil du mouvement nationaliste et du développement de l'émigration. Les évolutions générales des villes et des campagnes sont connues mais les études « au ras du sol » sont le chaînon manquant. Or durant cette période, les profonds bouleversements liés à la situation coloniale sont aggravés par les doubles effets de la guerre et des aléas climatiques. Ces difficultés provoquent « une formidable hétérogénéité des hommes, des choses, des situations¹² » et des dysfonctionnements annonciateurs d'une profonde crise sociale. L'étude de ces réalités sociales apportera l'éclairage nécessaire à la compréhension des enjeux du moment. Mais à l'heure actuelle, les préoccupations universitaires n'ont que peu d'impact hors des cercles de spécialistes.

¹¹ Comme le suggère le titre que Gilbert Meynier a donné à sa thèse : *L'Algérie révélée, la guerre de 1914-1918 et le premier quart du XX^e siècle*, Paris, Bouchène, réédition, 2015.

¹² Jacques Berque, *Le Maghreb entre deux guerres*, Paris, Le Seuil, 1962,

Conclusion

Les résultats des différentes recherches historiques n'ont que peu de visibilité en l'absence de revues de vulgarisation. C'est donc, on l'a vu, la presse quotidienne qui sert de relais à de nombreuses questions d'actualité. C'est elle qui sert de vecteur mémoriel en ouvrant ses pages aux lecteurs. C'est peu et beaucoup à la fois. Le timide hommage rendu ici et là ne signifie pas l'effacement total de leur mémoire... Dans les familles, on parle encore d'un vieux combattant dont on a conservé photos et médailles. Mais il faut reconnaître que la prégnance de la guerre de libération nationale fait écran à l'émergence de la mémoire liée à la « guerre de 14¹³ ». C'est pourquoi, il est encore sans doute trop tôt pour réunir des historiens et écrire ensemble un ouvrage sur le modèle de *Mémoires allemandes*¹⁴.



¹³ Appellation populaire en usage en Algérie.

¹⁴ *Mémoires allemandes*, (dir.) Etienne FRANÇOIS et Hagen SCHULZE, Paris, Gallimard, 2007.